

Manifestation pour une approche humaine de l'immigration: la main est tendue vers Québec et Ottawa

Montréal, le 15 mai 2021 – Après plus d'un an de pandémie, dans laquelle les familles immigrantes ont à la fois porté main forte et subi de façon disproportionnée les impacts de la COVID-19, plusieurs groupes demandent un traitement plus humain de ces personnes par les gouvernements du Québec et du Canada. Une manifestation avait lieu à Montréal aujourd'hui, rassemblant autant des travailleurs qualifiés que des demandeurs d'asile, des conjoints séparés de leur famille ou des personnes sans statut.

Alors que la crise de la COVID-19 a prouvé que notre société dépend grandement des bras forts des personnes migrantes à statut précaire, leur vie sur le sol québécois est constamment ébranlée par leur statut migratoire instable. Bien que leur contribution ait été reconnue à maintes reprises dans des discours d'« anges-gardiens », le Programme des demandeurs d'asile en période de COVID-19 (PSDAPC) entré en vigueur en décembre 2020 n'ouvre la porte vers le statut permanent qu'à un nombre extrêmement limité de personnes. Tandis que le gouvernement fédéral annonce des voies accélérées vers la résidence permanente - bien qu'elles soient aussi insuffisantes -, le gouvernement du Québec ne montre aucune volonté pour favoriser l'obtention de la résidence permanente (RP) pour la majorité des personnes qui en ont besoin.

Plus largement, dans le système d'immigration actuel, l'accès à la résidence permanente est étroitement limité. Les modifications apportées au Programme de l'Expérience Québécoise en 2020 ont excessivement restreint les voies vers le statut permanent, même pour des personnes qui se trouvent au Québec depuis des années. Il faut assurer de manière inclusive des voies d'accès à la RP en éliminant des critères discriminatoires tels que la qualification professionnelle, l'exigence linguistique sans garantir des conditions convenables d'apprentissage et la longue période d'expériences de travail requise.

Par ailleurs, en dépit de l'image d'un pays d'immigration ouvert et inclusif, les délais d'attente pour l'obtention de la résidence permanente au Québec ont explosé ces dernières années pour celles et ceux qui ont réussi à être sélectionnés. Face aux cris du cœur de plusieurs organisations, IRCC et le MIFI se pointent du doigt l'un l'autre, sans prendre des mesures responsables. Pour les personnes en attente parfois depuis plusieurs années, la précarité et les situations d'anxiété se multiplient.

La crise sanitaire nous a montré que l'accès aux services publics est indispensable pour lutter contre la pandémie. Leur accès est pourtant très difficile pour les personnes sans statut permanent. Dans une société digne, toute personne doit avoir accès aux services de santé, aux garderies subventionnés, à l'éducation publique et aux prestations publiques.

Enfin, les personnes migrantes, immigrantes et racisées font face à de nombreuses discriminations entravant leur vie décente. Le permis de travail fermé, par exemple, contraint la liberté de choisir et de changer d'emploi et rend les travailleuses et les travailleurs particulièrement vulnérables vis-à-vis de leur employeur. Le droit d'accompagner la famille est aussi limité en fonction du statut d'immigration et du programme migratoire. La restriction du droit d'être avec son conjoint ou sa conjointe et ses enfants constitue évidemment une discrimination inhumaine. Il faut éliminer toutes les discriminations institutionnelles, lutter contre les discriminations sociales et respecter la dignité et l'intégrité de toutes les personnes.

Les organisations participantes sont prêtes à travailler de concert avec les gouvernements du Québec et du Canada afin de permettre aux personnes immigrantes et à leurs familles de sortir de la précarité.

Citations

« Sous la crise pandémique, j'ai travaillé sans cesse et ainsi contribué à la survie de l'économie canadienne et québécoise, comme les autres travailleurs migrants. Mais la protection de nos droits est brouillée à cause de notre statut d'immigration, surtout associé à un seul employeur par le permis de travail fermé. Il faut garantir la liberté de choisir un employeur et assurer l'accès à la résidence permanente pour protéger nos droits fondamentaux, en tant qu'êtres humains. »

- **Ahmed**, un soudeur migrant.

« Il est plus que raisonnable de régulariser les statuts pour l'ensemble des personnes immigrantes (sans statuts ou avec statuts précaires) qui ont contribué à notre bien-être, à tous, pendant la pandémie. Humanisons l'immigration. »

- **Ramatoulaye Diallo**, trésorière exécutive au conseil central de Montréal métropolitain - CSN (CCMM-CSN)

« Nous dépendons des personnes sans statut et à statut précaire pour combler les postes les plus essentiels au fonctionnement de notre société. Pourtant nous les délaissons sans protection sociale, sans accès aux services de base, et vulnérables à l'exploitation. Il est temps d'envisager la protection des droits humains de tous et toutes au Québec et au Canada, et l'inclusion équitable des personnes migrantes dans notre société.»

- **Marisa Berry Méndez**, Responsable des campagnes tactiques à Amnesty internationale Canada francophone

« L'immigration au Québec mérite d'être étudiée sérieusement. Les solutions sont sur la table, c'est désormais aux responsables politiques de faire les choix qui s'imposent pour la dignité et le respect des personnes immigrantes et migrantes.»

- **Thibault Camara**, président de Le Québec c'est nous aussi

Renseignements :

Thibault Camara (Le Québec, c'est nous aussi), 514-686-8156, thibault.camara@gmail.com